

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Cedex 2

Orléans, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD

433 chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-de-Gadagne

Références : 103/2024
Code AIOT : 0010001118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD implanté ZI Terre de Flein 45450 Donnery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un nouveau signalement d'un employé, dans un contexte d'absence de réponses de l'exploitant consécutivement à l'inspection du 3 mars 2023 (le délai de réponse donné à l'exploitant étant d'un mois à la suite du rapport).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD
- ZI Terre de Flein 45450 Donnery
- Code AIOT : 0010001118

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD (OSFP) est autorisée pour l'embouteillage de boissons plates et gazéifiées sur le site de Donnery. Elle réalise également la fabrication de ses pré-formes PET sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident - Permanganate	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident - HCl	Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 2.5	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stockage d'acide chlorhydrique	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
4	Déversement de boues	Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 5.1.3 et 5.1.4	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets	2 mois
5	Granulés plastiques industriels – confinement et récupération	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Granulés plastiques industriels – procédures	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Granulés plastiques industriels – audits	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-364	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etanchéité de la zone de chargement camion	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
9	Modification des installations	Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident - Permanganate

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats de l'inspection du 20/02/2024

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 26/12/2022 (version 1 de la fiche BARPI datée du 20/12/2022, à actualiser) relatif au rejet en Loire le 16/12/2022 de solution diluée de KMnO_4 suite à une fuite sur la cuve de préparation de la solution au local de traitement de l'eau ;
Vu : l'absence de transmission de la fiche BARPI actualisée (version V2), et de transmission des éléments d'analyses complémentaires demandés à plusieurs reprises par l'inspection des installations classées ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 17/01/2022 relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 sans pré-traitement physico-chimique suite à une défaillance de la pompe de rejet (fiche BARPI associée) ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 04/02/2019 (date de la fiche BARPI) relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 suite à un débordement à l'unité de traitement des eaux (événement survenu le 28 janvier 2019).

L'exploitant indique avoir mis en place les quatre premiers points du plan d'action présenté à la précédente inspection, mais n'a pas transmis les justificatifs sur le sujet. Au jour de l'inspection, l'absence du personnel compétent sur le sujet n'a pas permis à l'inspecteur de vérifier la présence physique des nouveaux équipements mis en place.

Les constats C4 et C5 de l'inspection du 3 mars 2023 (dont les conclusions sont rappelées ci-dessous), sont désormais formulés comme suit :

[PDC n°1] L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs quant aux mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 26/12/2022 (fiche BARPI datée du 20/12/2022) relatif au rejet en Loire le 16/12/2022 de solution diluée de KMnO_4 suite à une fuite sur la cuve de préparation de la solution au local de traitement de l'eau ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 17/01/2022 relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 sans pré-traitement physico-chimique suite à une défaillance de la pompe de rejet ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 04/02/2019 relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 suite à un débordement à l'unité de traitement des eaux.

Vu : la Fiche de Données de Sécurité du Permanganate de Potassium Pharma, marque BRENNTAG, version 2 en date du 26/05/2020 ;

Vu : l'installation de préparation de la solution de Permanganate de Potassium pour le lavage des démanganiseurs à l'unité de traitement des eaux brutes du site (deux cuves, une par filière de traitement actuellement) ;

Vu : le plan d'actions présenté lors de la visite d'inspection qui se décline en 5 actions :

- n°1 : mise en place d'un clapet anti-retour sur la vanne au refoulement de la pompe ;
- n°2 : remplacement du bac de rétention adapté au risque chimique ;
- n°3 : remplacement de la pompe d'alimentation de la solution KMnO_4 ;
- n°4 : rappel des bonnes pratiques d'utilisation des modes "normal" et "test" de l'installation ;
- n°5 : réalisation d'une étude technico-économique pour l'installation d'une mesure de présence de KMnO_4 dans le bassin de traitement physico-chimique. Sur ce point, l'exploitant a fait part de ses difficultés pour identifier un équipement de détection adapté.

L'inspection des installations classées a sollicité à plusieurs reprises l'exploitant pour obtenir un plan d'action suite à cet incident dont le produit chimique et l'unité incriminée ont déjà fait l'objet de deux incidents. L'exploitant n'a pas fourni d'éléments de réponse sur ses actions d'analyse de l'incident, de prévention et de correction avant la visite de l'inspection des installations classées. Cette situation n'est pas satisfaisante.

Les travaux de modification de l'unité de traitement de l'eau du site ont démarré en avril 2022. Des modifications sur le stockage et la préparation de la solution de KMnO4 sont prévues. Les deux unités de préparation KMnO4 seront démontées pour être remplacées par une seule.

L'exploitant précise que la présence de solution diluée de KMnO4 dans le bassin de traitement physico-chimique fait partie du fonctionnement normal de l'installation. Un traitement au bisulfite de soude est réalisé dans le bassin pour neutraliser le KMnO4. Il indique que le dosage au bisulfite est géré manuellement, la quantité nécessaire étant déterminée par calcul en rapport avec la quantité de KMnO4 injectée en régénération à l'unité de traitement des eaux.

Le fonctionnement de la pompe de rejet est discontinu et réalisé selon les phases de traitement du bassin.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la quantité de bisulfite de soude injectée dans le bassin de traitement physico-chimique à la suite de l'incident pour neutraliser le KMnO4 et si ce dernier a été introduit en excès.

[C4] L'exploitant n'a pas transmis rapidement les éléments relatifs à l'incident, à la gestion de la pollution et aux actions techniques et organisationnelles menées suite à cet incident. L'exploitant doit transmettre l'avancement de ces actions à l'inspection des installations classées en vue de prévenir tout nouveau rejet de solution de Permanganate de Potassium à la Loire (incident récurrent).

[C5] L'exploitant doit transmettre la fiche de données de sécurité du bisulfite de soude 35% utilisé pour neutraliser le KMnO4 et évaluer le risque en cas d'introduction en excès lors de la gestion de l'incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande suite à l'inspection du 20 février 2024 :

- Transmission des justificatifs relatifs à l'avancement des cinq actions identifiées dans le plan d'actions à l'inspection des installations classées, en vue de prévenir tout nouveau rejet de solution de permanganate de potassium (KMnO4) à la Loire (incident récurrent). A ce titre l'exploitant transmettra l'étude technico-économique réalisée au titre de son action n°5 ;

Concernant l'incident de décembre 2022 (demande initiale du 26 décembre 2022) :

- Transmission de la fiche BARPI actualisée (version V2) ;
- Transmission de l'analyse du séquençage de cet évènement à la lumière du précédent accident, pour apprécier la suffisance des barrières techniques et organisationnelles en place ;
- Transmission d'un synoptique des installations incriminées ou à défaut un plan permettant de mieux matérialiser l'origine et le cheminement de l'évènement.

Demande toujours en cours suite à l'inspection du 3 mars 2023 :

- Transmission de la fiche de données de sécurité du bisulfite de soude 35% utilisé pour neutraliser le KMnO4 et évaluation du risque en cas d'introduction en excès lors de la gestion de

l'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident - HCl

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident - HCl
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 28 juillet 2023 relatif à une fuite de HCl au niveau de l'aire de dépotage (incident survenu le 26 juillet 2023) et la demande de l'inspection de transmettre une fiche de notification d'incident à cette même date ;</p> <p>Vu : l'information à l'inspection d'une fuite de HCl, décrite comme étant "une fuite sur réseau au niveau d'une bride générée par le dysfonctionnement d'une électrovanne qui a fait monter en pression le réseau", n'engendrant pas la demande de transmission d'une fiche de notification d'incident par l'inspection des installations classées.</p> <p>Vu : le mail du 27 février 2024 faisant office de rapports d'incidents pour les deux déversements de HCl.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant a pu reprendre avec l'inspecteur le déroulé des deux événements relatifs aux fuites de HCl.</p> <p>Concernant le premier incident (fuite suite au mauvais positionnement du raccord), et malgré les relances de l'inspection, l'exploitant n'a toujours pas transmis le rapport de notification d'incident. Il a cependant entrepris des actions correctives (voir point de contrôle suivant). L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection un rapport d'incident par mail jugé incomplet.</p> <p>Concernant le second incident, les premiers éléments transmis par l'exploitant n'ont pas amené l'inspection à demander la transmission d'une fiche BARPI.</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a envoyé à l'inspection des installations classées un courriel faisant office de rapport d'incident le 27 février 2024. L'analyse de ces premiers éléments a été effectuée par l'inspection des installations classées. Au vu des échanges lors de l'inspection du 20 février 2024 et des informations transmises dans ce rapport d'incident, il apparaît que ce rapport est insuffisant. Il est attendu de la part de l'exploitant de compléter</p>

celui-ci via notamment :

- l'analyse des causes profondes et des enseignement tirés ;
- la fourniture d'un plan d'actions avec échéancier afin de permettre de suivre l'avancée des actions sur le sujet.

[PDC n°2] Les rapports d'incident des événements ayant conduit à une fuite de HCl sont incomplets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande suite à l'inspection du 20 février 2024 :

- Transmission des deux rapports d'incident pour les deux incidents HCl, complétés notamment des éléments suivants :
- l'analyse des causes profondes et des enseignement tirés ;
- la fourniture d'un plan d'actions avec échéancier afin de permettre de suivre l'avancée des actions sur le sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Stockage d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'acide chlorhydrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

[...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Constats suite à l'inspection du 20 février 2024

Suite à l'incident de fuite d'HCl au poste de dépotage et du fait d'un mauvais positionnement de

raccord, l'exploitant indique avoir mis en place une électrovanne à rupture d'alimentation. Cette vanne est "normalement fermée" ce qui implique que quelque soit l'incident, elle se coupera automatiquement, évitant ainsi tout déversement accidentel.

Suite à l'incident, il a été constaté la présence d'HCl dans la zone enherbée à coté de la zone de dépotage. L'exploitant a couvert la zone polluée avec une bâche afin de limiter la percolation des eaux météorites. Il précise avoir effectué des carottages afin de déterminer la profondeur de la zone impactée et appliquer un traitement adéquat. Cependant le traitement n'aurait pas été appliqué jusqu'à son terme (absence de retournement de la terre pour que le produit agisse).

Par ailleurs, consécutivement à l'incident de fuite de HCl dû à une fuite sur une électrovanne, l'exploitant a remplacé l'électrovanne défectueuse et mis en place un nouveau programme de vérification de ces équipements.

Le constat C14 de l'inspection du 3 mars 2023 est maintenu et repris ci-dessous :

[PDC n°3] : L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées les moyens dont il dispose pour détecter une fuite importante sur la cuve HCl avant la mise en route de la pompe de relevage et prévenir le déversement accidentel dans le bassin physico-chimique.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Vu : la zone de stockage et de dépotage d'acide chlorhydrique ;

Vu : la procédure de dépotage affichée sur place et les moyens de verrouillage mis en place pour l'accès au raccordement sur la cuve ;

Vu : les indicateurs visuels de niveau sur la cuve de dépotage ;

Vu : la récupération des vapeurs émises avec traitement et retour en cuve des produits condensés ;

Vu : la zone de rétention dédiée à la cuve de stockage munie d'une poire de niveau avec pompe de relevage des eaux pluviales vers le bassin physico-chimique du site ;

Vu : la fiche de données de sécurité du HCl 35% EN NF EN 939, marque BRENNTAG, version 1 du 20/04/2017.

[C14] L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées les moyens dont il dispose pour détecter une fuite importante sur la cuve HCl avant la mise en route de la pompe de relevage et prévenir le déversement accidentel dans le bassin physico-chimique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande suite à l'inspection du 20 février 2024 :

-Transmission des justificatifs relatifs aux moyens mis en place pour éviter ce type d'incident (mise en place de vanne,...)

-Transmission du plan d'actions mis en place dans le cadre du traitement de la pollution et du point d'avancement de celui-ci.

Demande toujours en cours suite à l'inspection du 3 mars 2023 :

- Transmission des justificatifs relatifs aux moyens dont l'exploitant dispose pour détecter une fuite importante sur la cuve HCl avant la mise en route de la pompe de relevage et prévenir le déversement accidentel dans le bassin physico-chimique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Déversement de boues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 5.1.3 et 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déversement des boues des bassins dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Constats :

Vu : présence de boues noires meubles, sur le terrain à proximité immédiate des bassins d'eaux pluviales.

L'exploitant indique que ces boues ont été déposées sur cette parcelle lors du curage du bassin d'eau pluviale, fin 2023. L'exploitant indique que la vidange et le curage de ce bassin ont été rendus nécessaires du fait de la forte dégradation de la bâche étanche, suite à un orage grêleux en 2022.

L'exploitant a précisé avoir fait mené des analyses sur les eaux pluviales contenues dans le bassin avant les opérations, mais pas sur les boues de fond de bassin.

[PDC n°4] L'exploitant a déversé les boues de curage de son bassin d'eaux pluviales dans l'enceinte du site, sur un terrain non imperméabilisé, et sans caractérisation préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmission des analyses des eaux pluviales avant curage ;
- Transmission du plan d'actions et de l'échéancier de la dépollution à entreprendre (caractérisation des boues - teneurs brutes et sur lixiviats, évacuation selon une filière autorisée, analyse des sols ayant reçus ces boues,...) ;
- Transmission des justificatifs d'élimination conforme des boues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Granulés plastiques industriels – confinement et récupération

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361
Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – confinement et récupération
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. «Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. «Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 20 février 2024</u></p> <p>Vu : le nouveau signalement des salariés relatif à la dissémination dans l'environnement de granulés plastiques à l'aire de dépotage ;</p> <p>Vu : les 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) ;</p> <p>Vu : l'aire de dépotage des granulés plastiques avec présence de nombreux granulés dispersés au sol sur l'aire de dépotage et aux alentours immédiats, lessivables par les eaux météoriques (dans un périmètre de 20 m minimum) ;</p> <p>Vu : la présence d'une aire de rétention avec muret de faible hauteur (environ 15 cm) entourant l'ensemble des silos de stockage de granulés plastiques ;</p> <p>Vu : la présence de dispositifs de ramassage des granulés plastiques à disposition du personnel (aspirateur, balai, poubelle protégée du vent,...)</p> <p>Vu : la présence de deux caniveaux dédiés munis de paniers de récupération des granulés ;</p> <p>Ces différents points permettent de répondre en partie au constat C9 de la précédente inspection (étant attendu que ces mesures doivent être efficaces).</p> <p>Vu : la zone de fabrication des pré-formes. Il n'est pas constaté de dispersion de granulés plastiques dans cette zone le jour de la visite.</p> <p>Vu : la fourniture des BSDND des boues du bassin P1, en réponse au constat C11 de la précédente inspection. Le constat C11 est ainsi levé.</p> <p>Test : aspiration des granulés plastiques à l'aide de l'aspirateur : test non concluant.</p> <p>L'exploitant précise que des actions ont été prises pour limiter le risque de dissémination dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en œuvre d'une dalle étanche avec délimitation physique pour guider le stationnement des camions et caniveau en L ceinturant la zone. Cette aire est opérationnelle le jour de la visite d'inspection ;

- présence de caniveau en point bas, avec paniers de récupération des granulés plastiques ;
- mise en place de dispositifs de ramassage des billes plastiques (aspirateur, balai, poubelle) : en cas de déversement accidentel, le transporteur doit ramasser les billes épandues à l'aide d'un balai. L'aspirateur, d'une pression de 0,7 bar maximum, est disponible à proximité de la zone de dépotage. C'est l'employé nommément désigné par l'exploitant qui en assure le démarrage (ou le transporteur en cas de connaissance du système d'aspiration par celui-ci). A noter la présence d'une procédure affichée à coté de la zone de dépotage.

Le test d'aspiration n'est pas concluant, les granulés plastiques ne sont pas bien aspirés, il est notamment difficile d'aspirer autour des plots béton et sur les zones goudronnées (présence d'aspérités). La buse d'aspiration est de petite dimension.

L'exploitant évoque plusieurs causes à la présence de granulés plastiques autour de cette zone :

- lors de la phase de prélèvement (validation qualité effectuée à chaque dépotage) : un prélèvement est effectué à l'aide d'un entonnoir. A cette occasion, l'exploitant a confirmé que des billes plastiques pouvaient être épandues en cas d'ouverture brutale de la trappe par le transporteur ;
- lors du raccordement et du déraccordement et rangement du flexible (appartenant au transporteur) des granulés plastiques sont répandus au sol ;
- l'exploitant évoque la possibilité d'un risque de dispersement des granulés via l'évent situé en haut des silos en cas de chargement trop important de ceux-ci (avant mise en place du système de peson).

La zone de déchargement ne permet pas une canalisation physique des granulés plastiques (risque d'envol notamment), les billes se dispersent ensuite sur le site.

Les constats C9 et C10 de l'inspection du 3 mars 2023 (dont les conclusions sont rappelées ci-dessous), sont désormais formulés comme suit :

[PDC n°5] Les équipements prévus pour canaliser les rejets des granulés plastiques dans l'environnement ne sont pas efficaces. L'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour confiner et récupérer les granulés plastiques disséminés sur le site

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en œuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes.

L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Vu : le signalement des salariés relatif à la dissémination dans l'environnement de granulés plastiques à l'aire de dépotage ;

Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés)

Vu : l'aire de dépotage des granulés plastiques avec présence de nombreux granulés dispersés au sol sur l'aire de dépotage et aux alentours immédiats, lessivables par les eaux météoriques.

Vu : la présence d'une aire de rétention avec muret de faible hauteur entourant l'ensemble des silos de stockage de granulés plastiques ;

Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo ;

Vu : la présence de caniveaux dédiés sans panier de récupération à ce stade ;

Vu : la présence d'un panier de récupération des granulés plastiques sur le réseau raccordé à la

zone de stockage des silos en elle-même.

Vu : la zone de fabrication des pré-formes. Il n'est pas constaté de dispersion de granulés plastiques dans cette zone le jour de la visite.

Les granulés plastiques sont transportés de la zone de stockage en silos extérieure vers l'intérieur de l'usine dans une zone dédiée à la fabrication des préformes de bouteilles plastiques. Le transport est effectué de manière aéraulique par des tuyauteries aériennes pleines.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées assiste au dépotage d'un camion de granulés plastiques. L'exploitant indique que les dépotages se font à raison d'un par jour environ. Une procédure encadre ce dépotage avec assistance vidéo déportée par un membre du personnel OSFP. Cette dernière n'est pas affichée sur la zone (cf point de contrôle suivant).

L'exploitant précise que des actions ont été prises pour limiter le risque de dissémination dans l'environnement : mise en œuvre d'une dalle étanche avec délimitation physique pour guider le stationnement des camions et caniveau en L ceinturant la zone. Cette aire n'est pas pleinement accessible et opérationnelle le jour de la visite d'inspection, si bien que le dépotage du camion s'effectue pour partie en dehors de cette aire. Notamment, lors du dé-raccordement et rangement du flexible (appartenant au transporteur) des granulés plastiques sont répandus au sol. Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de paniers de récupération en aval des caniveaux de l'aire étanche. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour deux paniers mais que ces derniers n'ont pas encore été réceptionnés.

L'exploitant indique qu'un curage du bassin d'eau pluvial P1 situé en aval hydraulique de cette zone a été effectué en 2021, et que le curage du bassin P2 est prévu en 2023.

S'agissant du risque de débordement des silos de stockage PET et RPET, l'exploitant indique que chaque silo dispose d'une alarme de niveau haut et que la masse de granulés stockés par silo est contrôlée.

Enfin, l'exploitant indique que la zone de fabrication des pré-formes (injection) à base de granulés recyclés est équipée d'un point bas étanche prévenant la dissémination dans l'environnement. Le local de production dispose d'une balayeuse pour l'entretien de la zone.

[C9] L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de confinement et de récupération des granulés plastiques au poste de dépotage PET et RPET.

[C10] L'exploitant doit justifier de la mise en œuvre d'un point bas étanche permettant la récupération des granulés plastiques susceptibles de se disperser dans le local de fabrication des préformes et son entretien régulier.

[C11] L'exploitant doit justifier le curage du bassin d'eaux pluviales P1, fournir le BSD d'évacuation des déchets précisant l'exutoire pour les boues contenant potentiellement des granulés plastiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande suite à l'inspection du 20 février 2024 :

- L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir la dissémination des granulés plastiques constatés sur le site (a minima nettoyage complet de la zone) ;
- Transmission d'un plan d'actions visant à mettre en place des outils efficaces pour prévenir la dispersion des granulés plastiques dans l'environnement (analyse des causes, propositions de solutions techniques économiquement acceptables, échéancier de mise en place du système) ;

Demande toujours en cours suite à l'inspection du 3 mars 2023 :

- Transmission des justificatifs de mise en œuvre d'un point bas étanche permettant la récupération des granulés plastiques susceptibles de se disperser dans le local de fabrication des préformes et son entretien régulier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1mois

N° 6 : Granulés plastiques industriels – procédures

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362

Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – procédures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. «Ces procédures visent à: «a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement; «b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement; «c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site; «d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant; «e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361; «f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site; «g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. «Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. «

Constats :

Constats de la visite du 20 février 2024

Vu : présence de granulés autour de la zone de dépotage dans un périmètre de 20m minimum.

Vu : présence d'une procédure affichée concernant le ramassage de granulés plastiques en cas de déversement accidentel. absence d'une procédure de dépotage permettant de limiter la dispersion de granulés dans l'environnement.

Une procédure de ramassage de granulés en cas de déversement accidentel a bien été rédigée et est affichée au poste de dépotage. Cette procédure stipule que les billes doivent être ramassées avec le balai mis à la disposition du transporteur et jetées dans le seau prévu à cet effet.

La personne nommément désignée par l'exploitant comme étant en charge de la surveillance de la zone, nous indique vérifier avant et après le chargement l'état de la zone et l'absence de

granulés. Il est à même de demander le nettoyage de cette zone aux transporteurs s'il la juge non conforme à l'attendu.

L'exploitant n'a pas pu présenter de procédure relatif au dépotage. Cette absence de procédure occasionne des comportements différents suivant les transporteurs.

Le constat C12 est maintenu et reformulé comme suit :

[PDC n°6] L'exploitant n'a pas mis en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement. Les consignes à destination du personnel et des transporteurs en charge du dépotage devront être affichées aux endroits appropriés.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en œuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes.

L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Cf partie "observations" du point de contrôle précédent.

L'exploitant indique que les procédures sont en cours de finalisation.

[C12] L'exploitant doit mettre en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement. Les consignes à disposition du personnel et des transporteurs en charge du dépotage doivent être affichées aux endroits appropriés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande mise à jour suite à l'inspection du 20 février 2024 :

- Mise en place et transmission des procédures de gestion (dont opérations de dépotage) visant à limiter la dispersion des granulés plastiques dans l'environnement, et adaptées aux différents profils des transporteurs (notamment pour les personnes ne parlant pas français).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1mois

N° 7 : Granulés plastiques industriels – audits

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-364

Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – audits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits

des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. «Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. «Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/IEC 17021 "Évaluation de la conformité – Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. «Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. «Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. «L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi".

Constats :

Constats du 20 février 2024

L'exploitant indique avoir fait réaliser les audits nécessaires en mai et août 2023. Il a obtenu une attestation mise en ligne sur son site internet.

Vu : l'attestation de reconnaissance délivrée par BUREAU VERITAS CERTIFICATION en date du 01/09/2023 et valable jusqu'au 31/08/2026 (validité 3 ans conformément au décret) qui indique que "les prestations de l'entreprise [...] ont été évaluées et jugées conformes aux caractéristiques énoncées dans le décret [...]".

Vu : Accréditations n° 4-0002 et n° 4-0572 "Certification de systèmes de management" selon la norme ISO/CEI 17021:2015, de la BUREAU VERITAS CERTIFICATION.

Au regard de ces éléments, le constat [C13] de la visite d'inspection précédente est levé.

Il est constaté que l'exploitant n'a cependant pas intégré de synthèse de l'audit sur son site Internet. Il a précisé ne pas savoir le degré de détail attendu dans le cadre de cet exercice.

[PDC n°7] L'exploitant n'a pas mis à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant le cas échéant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en œuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes.

L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Cf partie "observations" des deux points de contrôle précédents.

L'exploitant indique qu'un audit auprès de la société BUREAU VERITAS a été commandé pour la vérification de l'ensemble du système de prévention de la dissémination dans l'environnement

des granulés plastiques et des procédures.

[C13] L'exploitant doit mettre en place les audits réguliers des procédures relatifs à la prévention de la dissémination des granulés plastiques dans l'environnement. Il justifiera d'un échéancier pour la mise en oeuvre de ces inspections régulières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Mise en ligne de la synthèse des audits réalisés sur le site Internet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 8 : Etanchéité de la zone de chargement camion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité de la zone de chargement camion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

Constats suite à l'inspection du 20 février 2024

Vu : le signalement par des salariés du site d'un problème d'étanchéité de la zone d'expédition
Les travaux sur la zone ont été entrepris, mais ne sont pas satisfaisants. Du béton a été déposé entre la bordure et la partie droite de la voirie, ne pouvant pas garantir une étanchéité complète à la zone. En somme, les joints des bordures n'ont pas été réalisés, n'empêchant pas l'infiltration des produits dans les terres à proximité en cas de déversement accidentel.

Le constat C8 est maintenu.

[PDC n°8] La zone de chargement camion des produits finis du site est dégradée et n'est plus en mesure de réaliser son nécessaire rôle de collecte et de confinement.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Vu : le signalement par des salariés du site d'un problème d'étanchéité de la zone d'expédition.
Lors de la visite d'inspection, il est constaté que la limite droite de la voirie de la zone d'expédition / chargement camion des produits finis est dégradée. De fait, elle n'est plus en mesure de collecter et confiner les eaux pluviales potentiellement polluées avant traitement, ni

les éventuelles eaux d'extinction polluées par un incendie dans la zone.

[C8] La zone de chargement camion des produits finis du site est dégradée et n'est plus en mesure de réaliser son nécessaire rôle de collecte et de confinement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande mise à jour suite à l'inspection du 20 février 2024 :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2662-3 et 1532 modifiées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19,

fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Constats suite à l'inspection du 20 février 2024

L'exploitant a transmis en novembre 2023, une nouvelle version du porter à connaissance relatif à la demande de modification de ses installations de stockage de polymères relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE. Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. **A cet égard, le constat [C14] de la visite d'inspection précédente est levée.** A noter que la nature "étanche" des zones de collecte et de "confinement" des granulés plastiques présentée dans le dossier est notamment remise en cause suite aux constats de la présente inspection.

Par ailleurs, malgré des demandes répétées, l'exploitant n'a toujours pas transmis de porter à connaissance à Mme la préfète, concernant les projets suivants :

- une actualisation du porter à connaissance pour le projet O2 (dont la phase de tests de conformité est prévue pour septembre 2024). Un premier PAC a été déposé le 7 février 2022. De nombreuses modifications ont été apportées au projet sans qu'aucune actualisation de ce premier PAC n'ait été transmise malgré les relances de l'inspection des installations classées ;
- le projet de déplacement du stockage de palettes de bois. A noter que pour ce dernier, l'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage avant leur mise en service. Ces dernières sont actuellement exploitées de façon irrégulière.

Le constat [C15] de la visite d'inspection précédente est maintenu et reformulé ci-dessous:

[PDC n°9] L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage de palettes avant leur mise en service. Il est utilement rappelé à l'exploitant que tout projet de modification des conditions d'exploiter ses installations classées doit être porté à la connaissance de Mme la Préfète avant réalisation.

Pour mémoire, constats établis lors de l'inspection du 3 mars 2023

Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) au lieu des 2 silos prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site

Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo :

- n°51 : 46 700 kg PET ;
- n°53 : 25 700 kg PET ;
- A : 45 000 kg RPET ;
- B : 103 000 kg RPET ;
- C : 26 000 kg RPET.

Le jour de la visite, l'exploitant exploite les 5 silos de stockage au titre de la rubrique 2662-3 sans avoir porter connaissance à Madame la Préfète de la modification de ses installations avant leur réalisation.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir mis à l'essai de nouveaux flux de camions dans sa zone de chargement camions. Des modifications vont intervenir nécessitant de déplacer le stock de palettes bois actuellement présent dans la zone.

L'exploitant a transmis le 3 mars 2023, à l'issue de la visite d'inspection, le porter à connaissance relatif à la demande de modification de ses installations de stockage de polymères relevant de la

rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE.

[C14] L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage avant leur mise en service. Ces dernières sont actuellement exploitées de façon irrégulière.

[C15] L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des installations classées les modifications projetées de stockage des palettes de bois situé en extérieur dans le cadre de la réfection du quai de chargement camions et des modifications de flux de camions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande suite à l'inspection du 20 février 2024 (demande initiale en 2022) :

- Transmission d'un porter à connaissance actualisé pour le projet O2 ;

Demande toujours en cours suite à l'inspection du 3 mars 2023 :

- Transmission d'un porter à connaissance pour la modification de la zone de stockage de palettes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 2mois